
Les problèmes de la reconstruction de la Pêche à Aceh (Indonésie) après le tsunami du 26 décembre 2004

Pierre-Gildas Fleury

chargé du programme Pêche de l'ONG ACTED en Aceh de juin 2005 à juin 2006

Abstract:

Suite au tsunami du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien, Pierre-Gildas Fleury, ingénieur des Pêches de formation et directeur de recherche à Ifremer de La Trinité /mer, a pris une année sabbatique (juin 2005-juin 2006) pour piloter le programme de l'ONG ACTED (Agence pour la Coopération Technique Et le Développement) de reconstruction de la Pêche à Meulaboh sur la côte ouest d'Aceh (Indonésie), sur financements de la Fondation de France et de collectivités bretonnes (Région Bretagne, Conseil général des Côtes d'Armor, communes de Fougères et d'Orneix). Il donne ici son analyse personnelle des nombreuses difficultés rencontrées et de la situation actuelle de la Pêche acehnaise deux ans après le tsunami.

1. Le tsunami à Aceh

Le tsunami du 26 décembre 2004 : un tremblement de terre d'une violence rare

Le séisme qui a provoqué le tsunami a eu son épicentre à une centaine de kilomètres seulement de la côte ouest de la province d'Aceh tout au nord-ouest de la grande île de Sumatra (Indonésie). A Aceh, son intensité sur l'échelle de Richter a atteint 9,2 ; c'est l'un des plus violents tremblements de terre jamais enregistré (et beaucoup plus violent que de l'autre côté de l'océan Indien). La terre a bougé comme un bateau ballotté par de fortes vagues. Les gens tenaient à peine debout, surtout dans les escaliers et ont eu de la peine à viser la porte pour sortir Tous les bâtiments de construction médiocre (et ils étaient nombreux !) se sont écroulés. Enfin, le sol s'est affaissé de près d'un mètre, facilitant encore l'arrivée du tsunami.

Puis est arrivée une première vague de 5 mètres qui a déblayé tous les gravats ... et dégagé la place nette pour la 2e vague, immense (12 m) qui n'a plus rencontré aucun obstacle et a déferlé, emportant tout jusqu'à plusieurs kilomètres dans l'intérieur des terres. En bord de mer, les traces de boue laissées par cette vague atteignent le 3e niveau des immeubles restés debout.

Les villes sont en ruine. Le nombre de victimes est de plus de 200 000, on ne sait pas exactement. Ainsi Banda Aceh (400 000 hab. avant le tsunami) sur la côte nord ou Meulaboh (40 000 hab.) sur la côte ouest ont perdu 40% de leur population. Chaque famille a perdu plusieurs parents. Et entre les deux villes, le survol en avion révèle certains villages côtiers n'ont eu aucun survivant.

La pêche totalement sinistrée

Les rares infrastructures portuaires, quais, criées, usines à glace, sont hors d'usage. Mais il est vrai qu'elles étaient peu nombreuses : il n'existe pas de port proprement dit en général, seulement une plage de débarquement (voir § 2)

A quelques exceptions près, les 14 000 bateaux de pêche acehnais sont totalement détruits. Seuls les plus gros (20 m de long), au nord et à l'est sont parfois réparables, mais non sans frais (réparation des bordés, changement du moteur, nouveaux engins de pêche).

◆ **Heureusement l'aide internationale intervient rapidement et massivement**

Dans le monde frappé de stupeur, la solidarité est immédiate et énorme. Et puis il y a les organisations de l'ONU et les ONG qui ont du métier en matière d'urgence et de solidarité...

Il n'y a donc qu'à déblayer (3 mois de travail y seront quand même nécessaires) et tout reconstruire avec l'argent des dons. De fait le financement de la reconstruction n'est pas le facteur limitant ...

2. Les problèmes d'Aceh

Seulement voilà, Aceh n'est pas vraiment une région aidée par le gouvernement indonésien.



◆ **Une province montagneuse, excentrée et en guérilla contre l'Indonésie**

Aceh est à des heures de route de Medan (la grande métropole du nord de Sumatra, et surtout très très loin du pouvoir central de Jakarta, tant physiquement (4 jours de route) que culturellement : Aceh a son Histoire et sa Culture spécifiques, riches notamment d'une longue influence turque depuis l'an 800. A l'inverse du reste de l'Indonésie, Aceh a été peu colonisée par les Hollandais et a été l'un des fers de lance de l'Indépendance indonésienne en 1945.

Cependant les relations se sont vite dégradées avec le pouvoir de Jakarta. La province, excentrée et oubliée des aides gouvernementales est entrée en guérilla séparatiste depuis 1960. Elle est devenue une province fermée au tourisme et le théâtre d'une répression comparable à celle exercée dans le Timor oriental à l'autre bout du pays, avec des centaines de milliers de victimes.

Quand l'ONU et les ONG arrivent à Aceh, la présence militaire est très forte, et la guérilla indépendantiste (GAM) est très active la nuit, avec comme conséquence l'instauration d'un couvre-feu nocturne, ce qui, ajouté au mauvais état des routes, limite beaucoup les interventions sur le terrain.

Cependant, l'arrivée massive d'étrangers (ONU et ONG) rend les atrocités de la guérilla et de la répression délicates pour les 2 parties. C'est ainsi que le tsunami aura eu une influence certaine sur la conclusion d'un cessez-le-feu en Aceh, signé à Helsinki le 15 août 2005. Sous le contrôle de l'Union Européenne et des pays asiatiques voisins, l'armée va se retirer (pour aller mater d'autres mouvements indépendantistes aux Molluques et en Irian Jaya !) ; la guérilla va désarmer (et l'un de ses chefs a même été élu gouverneur d'Aceh en 2006). La province est réouverte aux étrangers et quelques expatriés, comme moi, pourront faire venir leur famille.

◆ **L'Administration : désintérêt et corruption**

L'armée s'en va, Le GAM et les milices désarment. Mais il reste l'administration pour qui :

- Aceh reste une province excentrée et oubliée des aides nationales ;
- la corruption est générale, quasi institutionnelle : c'est elle qui complète les maigres revenus des fonctionnaires ; et certains responsables n'hésitent pas à demander, au vu et au su de leurs administrés, leur part d'intérêt dans les projets des ONG (sans trop de succès cependant).

Les conséquences de ce désintérêt et de la corruption sont que l'argent public disparaît facilement, les routes restent défoncées, l'Administration régionale a peu de moyen et les ONG subissent des tracasseries administratives sur les visas, les permis de construire, l'exploitation du bois, etc.

◆ **La déforestation : un problème réel, mais exacerbé**

Dans la montagne sumatraise, la forêt est exploitée sans permis (et donc sans replantation). D'avion on aperçoit parfois l'une de ces coupes, au milieu de ce qui reste malgré tout une immense forêt. Derrière ces coupes illégales, toute la filière locale du bois est corrompue, si bien que le bois dit "légal" est en fait du bois coupé illégalement mais accompagné d'un certificat de complaisance.

Autrement dit Bois "légal" = Bois illégal + Corruption

Une alternative a été recherchée dans l'importation de bois, mais les ONG ont en général renoncé devant les nombreuses difficultés logistiques dues à l'éloignement et au mauvais état des routes ... mais surtout à cause de toutes les démarches administratives qui ramènent à la pression de la corruption.

La question est de savoir si les ONG ont les moyens de lutter contre la déforestation. Ca aurait pu (aurait dû) être le rôle de l'ONU sur du moyen terme, mais pas celui des ONG qui ne sont pas là pour changer les pratiques locales mais pour faire avec ... ou choisir d'abandonner le pays.

◆ **Une pêche très peu organisée**

Sur la côte ouest, les bateaux trouvent abri dans les estuaires des rivières débouchant sur de grandes plages de sable en créant de dangereuses barres déferlantes. Les bateaux, aptes à passer la barre et à s'échouer sur les berges, sont des bateaux pontés de 13 m, quasi sans quille et avec petit moteur in-board.

Le débarquement du poisson a lieu sur la plage, au petit matin, car il fait très chaud dans la journée (30°C) et la glace est rare. Le poisson y est vendu à des poissonniers ambulants qui l'écoulent à moto vers les marchés des gros villages et l'intérieur des terres.



Certains types de poisson sont valorisés par séchage au soleil sur la plage (en dehors de la saison des pluies) afin de leur garantir une longue conservation.

En ce qui concerne l'organisation de la profession, les représentants des pêcheurs sont des "gros bonnets" (armateurs, etc.), d'inspiration religieuse. Il n'y a pas de syndicat et les "coopératives" sont des clubs fermés regroupant les gros armateurs. L'administration est plus ou moins inexistante, si bien qu'il n'y a pas de données de référence quant aux nombres de bateaux et de pêcheurs, ou au volume des apports.

Il y a peu d'écoles de pêche, et aucune sur la côte ouest malgré l'importance de la pêche à Meulaboh. On n'y apprend que les techniques de pêche, aucune notion de biologie ou d'économie. En pratique les pêcheurs apprennent sur le tas, à la mer.

◆ **Des chantiers navals très rustiques**

L'idée initiale des projets de reconstruction des bateaux est qu'il y a un savoir-faire local. De fait, la construction traditionnelle s'est adaptée aux contraintes locales, par une construction de bateaux au rabais (Aceh est pauvre !) : temps de séchage du bois très courts, bois et matériaux de mauvaise qualité, charpentiers illettrés (pas formés à lire un plan). Il n'y a pas de réel plan (plutôt un dessin), les pièces sont ajustées au coup par coup, notamment les membrures qui sont montées après les bordés, afin que ceux-ci aient le temps de sécher un peu avant leur fixation sur les membrures. C'est une construction "au jugé", une sorte de sculpture demandant effectivement un certain "coup de patte".

Il en résulte des bateaux de qualité très médiocre, mal assemblés, sensibles aux vibrations du moteur (lui-même pas toujours bien fixé), et surtout des bateaux qui ne durent que 5 ans, avec de gros problèmes de sécurité à la mer et de coût d'entretien (en réparation perpétuelle).

3. Les limites de l'Aide Humanitaire

Avec une expérience aux quatre coins du monde dans des situations très variées (guerres, séismes, famines), l'Aide humanitaire (ONU, Donneurs, ONG) a son savoir-faire, mais aussi ses limites.

◆ *L'ONU et ses gros moyens*

Les différentes Organisations des Nations Unies arrivent rapidement sur place et montrent leur savoir-faire en matière de Logistique (liaisons aériennes, etc.), pour la réalisation de bilans et pour un peu de coordination.

Mais l'ONU se montre assez impuissante face aux faiblesses de l'administration indonésienne et reste désarmée devant la corruption, les coupes de bois illégales ou les routes qui resteront pleines de nids de poules malgré les norias quotidiennes de camions.

Par ailleurs chaque agence de l'ONU propose ses programmes et recherche ses propres financements ce qui ne va pas sans redondance entre les différentes agences, notamment en ce qui concerne la Pêche : FAO (Agriculture et Pêche), PNUD (Développement), BIT (Main d'œuvre)

Enfin, l'ONU c'est un train de vie excessif : les plus belles maisons, de très nombreux véhicules tout-terrain qui sillonnent la ville et un argent facile qui désorganise complètement l'économie locale (déjà bien atteinte !) avec des salaires excessifs (une femme de ménage à l'ONU gagne plus qu'un médecin à l'hôpital) et des loyers multipliés par 10, au profit des propriétaires des maisons restées debout qui ne sont pas les principales victimes du tsunami.

◆ *Les ONG dans la précipitation*

Les ONG arrivent rapidement aussi, dès janvier 2005, pour de premières interventions d'urgence bien ciblées : déblaiement, aide médicale, ... L'urgence, elles savent faire.

Mais il leur faut aussi effectuer rapidement des évaluations pour la phase suivante de reconstruction car c'est la course au plus rapide sur les appels d'offre des donateurs. Alors les dossiers d'évaluation sont rédigés à la va-vite par des chargés de communication plutôt que par des techniciens. Les contraintes et les coûts sont complètement sous-évalués (d'autant que le train de vie de l'ONU et l'arrivée des ONG crée de l'inflation sur les matériaux et services).

Les ONG sont assez désemparées face aux contraintes administratives et au manque de savoir-faire local lié à un fort taux d'illettrisme chez les adultes (faible en Indonésie mais fort à Aceh).

◆ *Méconnaissance de la pêche*

Les ONG ont acquis une longue expérience dans l'aide humanitaire : urgence médicale, logistique (routes, ponts, réseaux), reconstruction de bâtiments (maisons, écoles, hôpitaux, ...), formations, ...

Mais, malgré leur expérience aux quatre coins du monde et bien que les pêcheurs soient souvent des populations pauvres, les ONG s'avèrent avoir finalement très peu d'expérience et de connaissance de la pêche artisanale et de la construction navale. L'idée est qu'on va trouver des compétences sur place (... mais ce ne sera pas si simple).

Même l'ONU (FAO, PNUD) hésite à s'engager directement dans la reconstruction de bateaux.

Enfin, faute de données fiables sur la flotte, les stocks ou les débarquements antérieurs au tsunami, la FAO va jusqu'à mettre en garde les ONG et leurs donateurs sur le risque de reconstruire trop de bateaux ... (un mauvais gag quand on voit le faible nombre reconstruit en 2 ans ! § 5).

◆ *Les exigences des donateurs*

En amont des ONG, les donateurs (grand public ou fonds institutionnels) aiment les projets accrocheurs, ... mais parfois déconnectés du terrain, tels que "On va employer les pêcheurs

pour reconstruire les bateaux" (mais ce n'est pas du tout leur savoir-faire) et "utiliser les arbres abattus par le tsunami" (tout juste bons à faire des planches ou du feu).

Les donateurs institutionnels contraignent aussi les ONG à une grande rigidité administrative censée éviter des dérives vers des marchés truqués (procédures d'appels d'offre, devis, etc.) qui s'avèrent impossibles à réaliser sur de gros projets. Ainsi pour le bois, il ne faudrait acheter que du bois légal (!), ou encore ne faire qu'un seul appel d'offre par projet, soit par exemple l'achat de 1200 m³ d'un coup ! (§ 4).

Enfin un critère important pour les donateurs est le rapport qualité-prix, autrement dit le coût par bénéficiaire, très défavorable aux petites structures privées (bateau, maison) par rapport aux structures publiques (hôpital, école, criée).

◆ **Le choix des bénéficiaires**

Enfin se pose aux ONG le problème de justifier aux donateurs le choix des bénéficiaires des projets. Or un bateau ponté de 13 m, c'est 3 ou 4 pêcheurs (qui se partagent 50% du revenu de la pêche) et un propriétaire (50% aussi, pour le coût et l'entretien du bateau). Dans le cadre d'une aide humanitaire, à qui donner les bateaux qu'on reconstruit ?

- Les anciens propriétaires sont souvent les gros bonnets", pas les plus défavorisés, pas même des pêcheurs (donation difficile à justifier aux donateurs).
- Le capitaine n'est pas le plus pauvre non plus ... Et s'il devient propriétaire, on risque de le voir rester à terre (les 50% vont lui suffire).
- Le plus "humanitaire" est certainement de l'attribuer à tout l'équipage (copropriété). Mais sauront-ils gérer le bateau ? (en fait la gestion sera confiée à la "coopérative" d'un armement, qui elle a le savoir-faire). Le risque est surtout très grand de voir les pêcheurs revendre leur part au premier besoin d'argent (mariage ou autre), mais après tout c'est leur problème.

Dans tous les cas, il importe d'expliquer le choix à toute la communauté, par un acte de donation écrit, mais aussi par un discours devant tout le village, qui reste un meilleur garant de la validité du contrat. Il faudrait aussi donner des moyens aux bénéficiaires (organiser des stages de gestion, hélas difficiles à mettre en œuvre).

4. Le programme Pêche d'ACTED

◆ **Un programme initial beaucoup trop ambitieux**

ACTED (Agence pour la Coopération Technique Et le Développement) est une ONG française (siège à Paris) peu connue du grand public, car elle tire les finances de ses programmes auprès des donateurs institutionnels.

Très rapidement (printemps 2005), suite à ses évaluations et propositions, ACTED a reçu des fonds de 4 donateurs pour son programme Pêche à Aceh :

- la Fondation de France ; pour des chantiers navals et 35 bateaux (13 m)
- la DIPT (Délégation Interministérielle Post-Tsunami ; France) ; pour 45 bateaux (13 m), des infrastructures et de l'aquaculture (bassins à crevettes)
- ECHO (Europe) ; pour 150 bateaux (13 m)
- la région Bretagne, associée au Conseil général des Côtes d'Armor et aux communes de Fougères et d'Orneix ; pour 5 bateaux (13 m), des infrastructures et un poste d'ingénieur des pêches.

Une aide en nature (moteurs et filets de pêche) est aussi promise par la FAO.

C'est un programme énorme (plus d'un million d'euros), particulièrement les 235 bateaux pontés de 13 m (1800 m³ de bois), avec des délais très courts : 6 mois, prolongés ensuite à 1 an (sauf 3 ans pour la Bretagne).

◆ **Et c'est là que les premiers ennuis commencent**

Le bois est le problème n°1. Un des charpentiers d'ACTED en a bien stocké un gros volume qu'il propose à prix raisonnable (du bois sec en plus !) mais le siège d'ACTED refuse de l'acheter car son origine n'est pas garantie légale ; de plus la procédure ECHO impose un appel d'offre unique pour les 150 bateaux, à savoir 1200 m³ ! Il faudra argumenter pendant des mois avec le siège et l'intervention d'un expert français installé en Indonésie pour qu'ACTED accepte, comme toutes les autres ONG, du bois légalisé acheté au fur et à mesure des disponibilités.

Le deuxième problème, de taille également, est qu'ACTED a engagé dès février 2005 la construction de bateaux avec une ONG locale corrompue, construisant les bateaux au rabais. Le résultat est que les 10 premiers bateaux (construction traditionnelle) sont de qualité très médiocre et doivent être retapés avant même leur mise à l'eau !

Enfin, le savoir-faire local apparaît limité et les bons charpentiers sont peu nombreux.

Plus globalement; force est de constater que le programme global de 235 bateaux en un an est complètement irréaliste.

◆ **Mise en place d'une démarche de bateaux de qualité, soutenue par la FAO**

Face à ce constat, le chef de programme propose une réorientation complète du projet bateaux avec une démarche qualité soutenue par la FAO et le siège d'ACTED et reconnu par la haute administration d'Aceh.

Dès l'été 2005 :

- Abandon de la sous-traitance avec l'ONG locale (contrat rompu après 4 mois de négociations et de menaces) et gestion directe de la construction des bateaux
- Expertise de la FAO et amélioration des 10 premiers bateaux
- Mise en place d'un stage de formation à la charpente marine moderne, avec la FAO
- Matériaux de qualité fournis par la FAO : clouterie-visserie galvanisée



A l'automne 2005 :

- Embauche d'un expert français installé en Indonésie (Walakaboats) pour gérer les constructions et l'approvisionnement en bois (Achat de bois au coup par coup, ... pas toujours très légal)
- Matériaux de qualité (bois sec, clouterie galva)
- Recrutement de 30 charpentiers marine avec une formation continue à la charpente marine moderne
- Standardisation de la production et usage de plans, gabarits, etc
- Coopération avec l'école de menuiserie de Meulaboh pour le découpage des pièces
- Abandon du projet ECHO de 150 bateaux

En janvier 2006, 18 bateaux sont ainsi mis en chantier avec un process de qualité qui devrait leur donner une espérance de vie à la mer de 15 ans au lieu de 5.

◆ **Autres soucis :**

La saison des pluies commence avec des inondations dans les chantiers ; les générateurs sont hors service mais pourront être réparés.

Concernant le projet infrastructures, il s'avère impossible de trouver des ingénieurs civils compétents disponibles.

Il y a tellement d'ONG et si peu de coordination que certaines ONG viennent faire de la surenchère sur les projets d'ACTED auprès des chefs de village.

Les coûts ont été largement sous-estimés et sont à rechiffrer. De gros problèmes de trésorerie au siège occasionnent des retards dans les délais de paiement. Vu de Paris, les sommes peuvent sembler mineures, mais sur le terrain elles représentent des fortunes.

En bref, il faut revoir complètement les négociations avec les pêcheurs et l'administration, choisir de nouveaux bénéficiaires (communautés de pêcheurs et sites portuaires) avec l'impératif de coupler les projets Bateaux et Infrastructures dans les mêmes ports (contrats de coopération signés avec 4 villages de pêcheurs).



Une certaine maîtrise de la langue (l'indonésien est heureusement une langue très simple) est particulièrement utile dans ce contexte, permettant autant une convivialité fort appréciée des indonésiens que de recadrer les traductions souvent très libres des interprètes.

◆ **Les retards entraînent une dégradation des relations avec les donateurs et l'abandon de certains projets**

Les délais dus à la réorientation nécessaire du programme Bateaux sont mal expliqués aux donateurs. Le siège d'ACTED préfère les rassurer en leur montrant les 2 bateaux construits lors du stage réalisé avec la FAO ; ces bateaux sont ainsi tour à tour attribués à la DIPT, puis à ECHO, puis à la Fondation de France ...

Finalement, début 2006, la DIPT retire sa confiance et son projet, entraînant notamment l'abandon du projet Aquaculture.

C'était un petit projet (réhabilitation de 6 ha de bassins pour 23 éleveurs, fourniture de pompes, de juvéniles et d'aliments) car si l'aquaculture de crevettes est très développée sur la côte est d'Aceh (avec un réel savoir-faire), il y a par contre peu de sites sur la côte ouest (grande côte sableuse). Mais ce projet était bien avancé et s'avérait intéressant par la mise en place d'un stage de formation et l'association d'un ancien et d'un jeune sur chaque bassin.

Ce n'est surtout pas facile, après plusieurs mois de montage en commun du dossier, d'expliquer aux bénéficiaires, que le financement n'est plus acquis. Heureusement nous avons pu intéresser une ONG américaine à la reprise de ce projet.

◆ **Un programme Pêche intégré dans 4 villages**

Le programme financé par la Bretagne (130 000 € nets sur le terrain) vient compléter le financement de la Fondation de France et permet de maintenir la plupart des engagements pris pour le projet DIPT, avec :

- *2 grands chantiers navals*

Malgré de nombreux problèmes et beaucoup de retards, ACTED et Walakaboats ont mis en place sur la côte ouest (près de Meulaboh) une filière de construction de bateaux de qualité avec 2 grands chantiers navals (10 et 15 box). Le point faible est le manque d'encadrement (il y aurait besoin de charpentiers marine expatriés pour encadrer la formation et la production).

- *Bateaux :*

30 bateaux pontés de 13 m (25 / Fondation de France + 5 / Bretagne) sont construits en 2006 et attribués à des pêcheurs des 4 villages bénéficiaires d'ACTED. Ces bateaux sont équipés de filets, de glacières, de couteaux, etc. et même de gilets de sauvetage, mais c'est bien pour faire plaisir aux donateurs, car il fait trop chaud en mer pour les utiliser.

Par ailleurs 22 sampans (pirogues creusées dans des troncs d'arbres) destinés à la pêche en estuaire, sont achetés à un charpentier et équipés de divers filets.

- *Infrastructures portuaires*

Une halle à poisson avec bureau et toilettes est reconstruite sur le port de Meulaboh. Dans un village au nord, c'est un quai en bois, du matériel de séchage de poisson et le creusement d'un chenal facilitant l'accès à la mer. Dans un autre village au sud de Meulaboh, c'est tout un port qui est recréé avec quai en bois, criée, hangar à matériel, hall de réunion des pêcheurs, 5 congélateurs pour la glace et du matériel de séchage. Plus au sud encore, c'est une petite criée.

- *Ateliers et matériel de séchage de poissons (groupes de femmes)*

Dans ce dernier village, 41 cabanes-ateliers de séchage du poisson, avec tamis de séchage (au soleil) et de pré-cuisson (pour la saison des pluies), ont été reconstruites et attribuées à des femmes.

- Stage de mécanique marine

Ce stage s'inscrit dans la démarche qualité des bateaux, car le manque d'entretien des moteurs les condamne à une durée de vie courte et à des risques de panne à la mer.

Un enseignant français du lycée professionnel d'Etel, ayant déjà vécu une expérience similaire au Cambodge, est venu à Meulaboh animer un stage d'un mois auprès de 20 pêcheurs. Un manuel d'entretien bilingue (anglo-indonésien) a été rédigé et diffusé largement. Mais il faudrait maintenant pérenniser cette formation en formant des formateurs.

◆ **Quelques réflexions personnelles au vu du bilan de ce programme**

Les évaluations doivent être réalisées par des professionnels qualifiés techniquement. Il est ensuite impératif de communiquer avec les donneurs avec plus de transparence.

Compte tenu des inévitables difficultés sur le terrain, il faut faire davantage confiance aux agents en place (responsables de programmes notamment) et donner plus de souplesse à la gestion administrative des projets (ex. approvisionnement en bois).

Il ne faut pas mésestimer les compétences locales, mais il ne faut pas croire non plus que ce savoir-faire local suffira à tout reconstruire au mieux. Le défaut initial de ressources humaines locales doit donc être pallié parfois par l'apport d'expatriés qualifiés.

Enfin, les ONG (et l'ONU) gagneraient à sortir davantage de leur ghetto interne d'expatriés (tellement de réunions entre ONU et ONG !) et à s'ancrer davantage dans la société locale. A ce titre il est important de maîtriser un minimum la langue.

5. Bilan actuel (2007) de la Pêche à Aceh

◆ **Bilan global de l'aide humanitaire à Aceh**

D'une manière générale, l'action des ONG et de l'ONU à Aceh s'est révélé indispensable, surtout en l'absence d'un pouvoir civil fort et volontaire. L'aide d'urgence a été remarquable.

Ensuite la reconstruction a rencontré davantage de problèmes, mais ils ont été le plus souvent résolus à la longue : des retards certes mais beaucoup de réalisations. Les changements survenus en 18 mois dans le paysage ou dans l'activité économique sont spectaculaires. La corruption a eu peu d'emprise sur les ONG et, même si certains choix peuvent être critiqués, les fonds sont bien arrivés aux bénéficiaires.

Seule l'action indispensable des agences de l'ONU (coordination, information, incitation, relation avec l'administration) paraît en retrait par rapport aux nombreux moyens dont elles disposent.

◆ **De nombreuses infrastructures portuaires ont été reconstruites**

En ce qui concerne la pêche, la plupart des infrastructures et équipements portuaires ont été reconstruits, souvent bien plus solides et fonctionnels qu'avant le tsunami. Cependant le problème de leur attribution n'est pas toujours clair : Qui a récupéré ces infrastructures ?

Le problème de la glace n'est pas résolu (très peu d'usines construites).

Mais le problème n°1 reste la reconstruction des bateaux !

◆ **La reconstruction des bateaux de la côte ouest est en panne**

Les divers bilans (très estimatifs) réalisés après le tsunami font état de 14 000 bateaux perdus (toutes tailles confondues). Cependant le problème de leur reconstruction ne se pose pas de la même façon selon leurs tailles :

Les petits bateaux (< 8 m) ont tous été détruits, mais vite reconstruits (bateaux non pontés reconstruits en charpente traditionnelle)

Les quelques gros bateaux de 20 m (à Banda Aceh) qui ont survécu au tsunami ont été réparés et ont repris la mer en moins d'un an. D'autres ont été reconstruits, mais avec des problèmes de qualité.

Le problème majeur est celui des bateaux de la côte ouest (13 m) : Plus de 3 000 ont été détruits. Officiellement 1000 ont été "reconstruits" ... dont environ 800 sont déjà ruinés ou ont été refusés par les bénéficiaires du fait de leur très mauvaise qualité.

D'une manière générale, l'ONU et les ONG ont plus ou moins abandonné la reconstruction de bateaux. Les nombreux problèmes (bois, main d'oeuvre) et le faible ratio coût par bénéficiaire difficilement vendable auprès des donateurs a découragé la plupart des ONG qui ont préféré revenir à des projets qu'elles maîtrisent mieux. On peut le comprendre.

Le retrait des organisations de l'ONU (FAO et PNUD notamment) est par contre difficilement acceptable, car c'est à elles de pallier les déficiences de l'administration locale ou des ONG.

L'action d'ACTED et Walakaboats reste donc très marginale. Sur la côte ouest d'Aceh, la reconstruction des bateaux est, non seulement à peine commencée, mais est quasiment en panne. Or toute l'économie de cette côte et de ses îles dépend de la pêche, et la pêche c'est beaucoup mieux avec des bateaux !

